



Présence Internationale

Rue Lt. Freddy Wampach 23
1200 Bruxelles
Email: info@pbi-belgium.org
https://pbi-belgium.org/
BNP Fortis: BE07 0011 0164 5366

BELGIQUE-BELGIE
P. P.
4800 VERVIERS 1
P 001436



N° 139

Ed. resp. : M. Vasic, Rue Lt. Freddy Wampach 23, 1200 Bruxelles - Bureau de dépôt : Verviers 1 - Envoi non prioritaire à tarif réduit
Abonnement : 7 euros - Cotisation de sympathisant : 15 euros - Cotisation de membre effectif : 20 euros

Editorial

La violence avec laquelle les troupes russes viennent de se lancer à l'assaut de l'Ukraine nous émeut tous, de même que la rage dont le président Poutine fait preuve pour mener cette guerre qu'il ne veut pas appeler par son nom, sans doute par peur d'affoler sa propre population. Rien qu'en dressant ce constat inquiétant, on se dit que tous les ingrédients sont réunis pour une possible escalade infernale et un éventuel embrasement de même ampleur que les deux conflits mondiaux qui ont marqué le vingtième siècle.

Les partisans de l'engagement militaire aveugle aux côtés de l'Ukraine pour faire face à l'invasion russe ne semblent pas peser ce risque à sa juste mesure. Quand un contentieux dure depuis plusieurs années, voire quelques décennies, on ne peut pas espérer le résoudre vraiment en brandissant les armes pour tenter de faire peur ou d'éliminer l'adversaire. Même si la responsabilité de l'actuelle guerre en Ukraine incombe indubitablement au pouvoir russe, il n'est pas inutile de s'interroger sur l'attitude antérieure des pays liés à l'Otan. A tort ou à raison, l'alliance transatlantique est devenue, aux yeux de l'ancien bloc de l'Est, comme un instrument de puissance plutôt que de défense. Négliger ce fait en se laissant séduire par un militarisme redoublé peut se révéler suicidaire.

Pour les pacifistes que nous sommes, la voie du dialogue est toujours la plus fructueuse. A court terme, une telle attitude peut paraître empreinte de faiblesse mais, pour fonder une entente durable, il n'y a rien de plus sûr. Ne confondons pas, comme les Romains de l'Antiquité, « paix » et « pacification » ! Le slogan de la « *pax romana* » donnait peut-être bonne conscience à l'envahisseur romain mais celui-ci n'en imposait pas moins ses vues aux peuples soumis. Il est triste de constater qu'au XXI^{ème} siècle, certains chefs d'Etat tentent de recourir encore à semblable stratagème.

En plus d'être pacifiste, notre organisation cherche également à promouvoir les droits humains, en particulier dans les pays où nous avons développé des projets à la demande des associations locales. Même si nous n'avons pas de projet en Russie, nous déplorons néanmoins le renforcement des mesures autocratiques qui empêchent désormais les citoyens russes non seulement d'exprimer leur opinion, ne serait-ce que par rapport à la guerre en Ukraine, mais aussi d'avoir accès à une presse libre et d'être correctement informés. Une telle régression de la liberté peut nous amener à craindre le pire mais ne succombons pas à la panique et gardons l'espoir que les bellicistes retrouvent la raison et reprennent la voie de la diplomatie pour le bien de l'humanité !

Au sommaire

Kenya

Entretien avec Faith Kasina
Page 2

Mexique

Une série d'assassinats de journalistes sème la terreur
Page 3

Honduras

Internationale Vrouwendag : het verhaal van Nora Ramirez
Pagina 4

Signe d'espoir d'un avenir meilleur
Page 5

Colombie

"Nous, avocats, sommes continuellement ciblés par les forces militaires"
Page 6

Assassinat du défenseur Huber Velásquez à San José de Apartadó
Page 7

Dans le mouvement

Regards croisés sur une mission à 34 ans d'écart au Guatemala
Page 8



PEACE BRIGADES INTERNATIONAL est une organisation internationale impartiale et indépendante de tout gouvernement, toute tendance politique ou croyance religieuse. PEACE BRIGADES INTERNATIONAL organise une présence internationale dans les zones de conflit armé à la demande d'associations locales menacées afin de sauvegarder l'espace nécessaire à l'action de la population civile en faveur d'un dialogue et d'une résolution non violente des conflits. PEACE BRIGADES INTERNATIONAL est une organisation officiellement reconnue par les Nations Unies.

Kenya

Entretien avec Faith Kasina sur les expulsions forcées et les élections

Les expulsions forcées sont récurrentes au Kenya. Elles inquiètent les personnes défenseuses des droits humains, comme Faith Kasina et Collince Maxx Odhiambo, qui ont profité de leur speaking tour virtuel en janvier dernier pour les dénoncer. PBI-Suisse s'est entretenue avec Faith Kasina afin de mieux comprendre les dynamiques et les conséquences de ces violations. En tant que cofondatrice et coordinatrice du Centre de justice sociale de Kayole, elle travaille dans les quartiers informels de Nairobi et lutte notamment contre les exécutions extrajudiciaires.

Dans les quartiers informels de Nairobi, les expulsions forcées restent une menace importante pour les ménages. Entre la volonté de démolir les quartiers informels, la campagne électorale et les compagnies privées, plusieurs raisons expliquent ces violations des droits humains. Cependant, le non-respect des préavis ainsi que le manque de compensation et de relocalisation indiquent un manque de volonté de la part du gouvernement d'assurer un logement convenable à ses citoyen(ne)s et exhortent donc la communauté internationale à agir.

Les expulsions et les élections

Selon Faith Kasina, un lien manifeste existe entre les élections présidentielles, qui auront lieu en août 2022, et les expulsions forcées. Les questions de logements sont en effet soulevées par le gouvernement et les politicien(ne)s lors des campagnes électorales. La construction de nouveaux logements est un argument utilisé par les politiques afin de récolter des voix chez les personnes dans le besoin. De plus, les expulsions forcées sont aussi pratiquées à des fins stratégiques : «Il s'agit de déstabiliser les quartiers informels, de sorte que, lors des élections, les habitant(e)s se concentrent davantage sur leurs besoins fondamentaux que sur leur droit démocratique de voter», explique Faith Kasina. À titre d'exemple, elle cite le quartier informel de Mukuru, où plus de 70 personnes ont été expulsées. Ces personnes se trouvent maintenant sans abri parce que le gouvernement n'a pas prévu de les relocaliser.

Les questions non-résolues de propriété et d'expropriation des terres

Les expulsions forcées sont aussi directement liées à la question de la propriété. De nombreuses compagnies privées réclament des terres sur lesquelles des personnes et des familles vivent depuis des décennies. Alors que les préavis sont absents, il y a en plus des problèmes concernant les titres et la propriété des terres. Les personnes expulsées habitent le plus souvent sur ces terres depuis des années, voire des décennies et ont acheté leur terrain. Pour Faith Kasina, ce sont des erreurs du gouvernement. Aussi lui revient-il de trouver des solutions afin d'éviter les expulsions de leurs propres terres. Les personnes expulsées n'ont en plus pas les moyens d'aller au tribunal et de lutter pour ces droits.

Un appel à la communauté internationale

Dans un premier temps, la communauté internationale doit s'adresser au gouvernement kényan afin de s'assurer qu'il fournit un logement convenable et des compensations aux victimes et qu'il endosse sa responsabilité face aux expulsions forcées qui sont une pratique illégale et une violation des droits humains. La communauté internationale doit également montrer son soutien aux défenseur(e)s des droits humains communautaires menacé(e)s. «Nous avons besoin que la communauté internationale fasse preuve de solidarité avec les défenseur(e)s des droits humains pour nous aider à exprimer nos demandes, à mettre en lumière les problèmes auxquels nous sommes confrontés et à tenir notre gouvernement responsable.»



Faith Kasina (à droite), avec des membres du Centre de justice sociale de Kayole et de PBI

Pour Faith Kasina, un des obstacles à la défense des droits humains reste le manque de ressources. C'est pourquoi, elle demande à la communauté internationale d'allouer des ressources et un mécanisme de réponse rapide. «Lorsqu'une personne défenseuse des droits humains découvre qu'elle est en danger, la première chose à faire est de la relocaliser, de trouver un mécanisme pour la sécuriser rapidement avant de faire une évaluation du risque. Parce que l'une des choses dont nous ne disposons pas actuellement dans les centres de justice sociale, ce sont des ressources pour protéger les défenseur(e)s, pour répondre rapidement aux insécurités.» Finalement, en période électorale, il est plus que primordial que la communauté soutienne le gouvernement dans l'organisation d'élections pacifiques.

Article de PBI-Suisse



Mexique

Une série d'assassinats de journalistes sème la terreur

Déjà quatre meurtres depuis le début de l'année. Or les enquêtes aboutissent rarement. En cause, l'impunité. L'article qui suit a été publié dans le journal *La Libre Belgique* du vendredi 11 février 2022.

Cela faisait bientôt un an que la journaliste Lourdes Maldonado circulait avec un trou sur la lunette arrière de son automobile. Plus récemment, elle avait recouvert l'impact de balle d'un revêtement en plastique. Le tir, à cette occasion, avait été administré en guise d'avertissement à travers le portail de sa maison.

La menace, finalement, a été exécutée le mois dernier, alors que Lourdes revenait de l'enterrement d'un collègue lui-même assassiné une semaine avant elle à Tijuana, ville frontalière avec la Californie dont le taux d'homicides volontaires est l'un des plus élevés au monde. Margarito Lopez et Lourdes Maldonado ont été respectivement les deuxième et troisième journalistes privés de leur vie au cours du seul mois de janvier 2022 au Mexique.

Cette période, qui s'est achevée avec le meurtre d'un blogueur dans l'État de Michoacán, le 31 janvier, suivi de celui du fils d'un journaliste, de nouveau à Tijuana, le 6 février, a été le mois le plus meurtrier pour les journalistes mexicains depuis presque une décennie.

Le pays le plus meurtrier du monde

Du reste, il est désormais rare qu'un seul mois s'écoule au Mexique sans qu'au moins un professionnel de l'information y soit assassiné : 158 reporters basés dans ce pays, selon l'ONG Article 19, y ont été éliminés depuis 2000. Depuis fin 2020, le Comité pour la protection des journalistes (CPJ) considère que le Mexique est le pays le plus meurtrier du monde pour la profession (hors zones de guerre).

De plus en plus souvent, il s'est avéré que les victimes étaient bénéficiaires du Mécanisme fédéral de protection des journalistes et des défenseurs de droits fondamentaux, un dispositif gouvernemental mis en place en 2012 sous la pression de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) et d'un grand nombre d'ONG spécialisées dans la défense de la liberté d'expression.

Lourdes Maldonado bénéficiait elle-même de mesures de protection de la part de l'État de Basse-Californie : une escorte policière aux abonnés absents et un bouton de panique qu'elle n'a même pas eu le temps d'activer.

Des enquêtes incomplètes

Les enquêteurs, dans cette affaire, sont restés évasifs quant au mobile du crime. La piste d'un litige aux



Soutien à la journaliste Lourdes Maldonado

prud'hommes opposant Mme Maldonado à un puissant patron de presse, politicien et ex-gouverneur local du nom de Jaime Bonilla est celle qu'évoque actuellement la plupart des médias.

"Le principal problème est l'impunité, car c'est la cause pour laquelle on ne sait pas ce qui se passe avec les journalistes dans ce pays", résume Marta Citlalin, porte-parole du mouvement *Alianza de Medios*, lancé par un groupe de treize entreprises de presse

nationales et locales pour remettre en cause l'impunité totale qui entoure neuf affaires de meurtres de journalistes sur dix au Mexique.

"De tous ces assassinats depuis 2000, il semblerait qu'un peu moins de la moitié ne soit pas lié à l'exercice, par la victime, de sa profession ou de sa liberté d'expression. Mais la plupart des dossiers d'enquête restent tellement incomplets qu'on ne peut faire que multiplier les suppositions", ajoute-t-elle.

Des meurtres liés à la corruption

Parmi les professionnels de l'information dont le bureau d'Article 19 au Mexique et en Amérique centrale estime qu'ils ont été probablement ou sans doute assassinés en lien avec l'exercice du journalisme ou de la liberté d'expression, plus de la moitié des cas correspondent à des profils de journalistes spécialisés dans la couverture du pilier appelé "politique et corruption" dans les rapports de cette ONG.

Un autre tiers sont des reporters assurant une couverture immédiate de toutes sortes d'événements violents ou désastreux, d'où leur présence sur de nombreuses scènes de crime. En espagnol mexicain, ils sont les auteurs de la *nota roja*, soit l'"actu rouge sang". Margarito Lopez, le deuxième à faire les frais de la vague meurtrière de ce début d'année, était l'un des représentants les plus respectés de ce type de journalisme à Tijuana.

La quasi-totalité des victimes sont des journalistes locaux basés dans des États en proie à la violence et au brouillage des frontières entre politique locale et criminalité organisée. Plus de la moitié des dossiers connus d'Article 19 ont pour principaux suspects des responsables politiques locaux.

Clément Detry



Honduras

Internationale Vrouwendag : het verhaal van Nora Ramírez

In het kader van Internationale Vrouwendag belichten we graag het werk van Nora Ramírez, een vrouwelijke mensenrechtenverdediger die boeren begeleidt in hun strijd voor gelijke rechten in Honduras. Nora is ook in Nederland geweest tijdens haar Speaker Tour in 2019. Ze heeft toen een gesprek gehad met beleidsmedewerkers van het Ministerie van Buitenlandse Zaken over vrouwelijke verdedigers van landrechten in Honduras.



Nora Ramírez

Op 17-jarige leeftijd raakte Nora Ramírez voor het eerst betrokken bij boeren- en vrouwenrechten. In die tijd was de moeder van haar vriend actief in de boeren-, vakbond-, protestorganisatie CNTC (Central Nacional de Trabajadores del Campo) en begon ze Nora mee te nemen naar vrouwenbijeenkomsten in haar dorp. Op deze bijeenkomsten spraken de vrouwen over problemen thuis, de moeilijkheden die zij ondervonden om als vrouw leningen te krijgen en het feit dat hun echtgenoten niet toestonden dat zij zich in het openbaar uitspraken. Hoewel Nora zelf niet met deze beperkingen te kampen had, raakte ze toch geïnteresseerd in deze kwesties.

“Ik was ervan uitgegaan dat alle vrouwen dezelfde kansen hadden of op zijn minst door hun echtgenoten werden gehoord en gesteund. Deze ontmoetingen toonden mij aan dat dit niet het geval was en ik begon me bewust te worden van de problemen waarmee vrouwen te kampen hadden.”

Zo leerde Nora dat in de sterk patriarchale samenleving van Honduras vrouwen sociaal, politiek

en economisch worden achtergesteld en thuis vaak worden onderdrukt door hun echtgenoten en zonen. Nora groeide geleidelijk in haar rol als activiste en toen haar schoonmoeder ziek werd, nam zij de leiding van de regionale vrouwenvergaderingen over. De afgelopen vier jaar was zij op regionaal niveau belast met gendervraagstukken voor de organisatie CNTC in het departement Yoro in het Noorden van Honduras. Naast voorlichtingswerk, openbare protesten voor vrouwenrechten en het begeleiden van vrouwen in moeilijke situaties, sensibiliseert zij ook mannen voor deze zaken. Dit is vooral belangrijk om vrouwen de ruimte te geven zich te ontwikkelen: “Wij laten hen bijvoorbeeld zien dat niet alleen wij vrouwen verantwoordelijk zijn voor het huishouden, maar iedereen; het hele gezin”.

De criminalisering van vrouwen die opkomen voor hun rechten in Honduras is de laatste jaren toegenomen. Volgens Nora is dit vooral een gevolg van het toegenomen aantal vrouwelijke activisten. De veiligheidstroepen arresteren herhaaldelijk vrouwen en mannen die zich met naam en toenaam verzetten tegen megaprojecten, beschuldigen hen van misdaden die zij niet hebben begaan en eisen geld voor hun vrijlating. Daarna blijven ze verwickeld in eindeloze processen. Strafbaarstelling is vooral moeilijk voor vrouwen, zegt Nora, omdat zij weinig geld hebben om de kosten van dergelijke processen te betalen. “Soms moeten ze hun kinderen zonder eten thuislaten omdat ze naar de rechtbank moeten reizen. Dit betekent extra hindernissen voor vrouwen die het anders al moeilijk hebben in het leven.”

Nora is trots op de resultaten die in dit verband zijn bereikt. De structuur van de CNTC is ook veranderd, vooral wat de benoeming van vrouwen in functies betreft. Momenteel zitten er drie vrouwen en vier mannen in het nationale bestuur van de organisatie.

Artikel van PBI-Nederland

PBI Projecten zoeken veldvrijwilligers

In de projectlanden van PBI werken veldvrijwilligers aan « making space for peace » : de bescherming van mensen en organisaties die bedreigd worden. PBI is regelmatig op zoek naar nieuwe veldvrijwilligers voor bijvoorbeeld Latijns-Amerika. De vrijwilligers werken en wonen in teamverband gedurende een jaar of langer. De teamlanden komen uit verschillende landen en middels een roulatiesysteem wordt er iedere keer één lid vervangen uit het team.



Honduras

Signe d'espoir d'un avenir meilleur

Le 28 novembre, le Honduras a élu la première présidente du pays avec le taux de participation le plus élevé de son histoire. Pendant les élections, l'équipe de PBI-Honduras a accompagné le collectif de femmes trans *Muñecas de Arcoiris*.

Le dimanche 28 novembre 2021, le Honduras a enregistré pour les élections présidentielles l'un des taux de participation les plus élevés de son histoire : près de 69% des électeurs ont voté, montrant ainsi leur engagement en faveur d'un processus démocratique malgré une période préélectorale très politisée, a indiqué la mission d'observation électorale de l'Union européenne.

Xiomara Castro, candidate du parti *Libertad y Refundación* (Liberté et Refondation, ou Libre), est sortie victorieuse sans contestation. Elle a obtenu plus de 1,5 million de voix, soit 10% de plus que le candidat du Parti national qui a occupé la présidence au cours des douze dernières années. Elle est ainsi la première présidente du Honduras et actuellement la seule femme à la tête d'un pays d'Amérique latine. Selon les organisations accompagnées par PBI, c'est un signe d'espoir d'un avenir meilleur pour le Honduras.

Droits LGBTI: «Nous voulons qu'ils nous voient différemment»

Pendant les élections, PBI a accompagné des membres du collectif de femmes trans *Muñecas de Arcoiris* dans leur observation du processus électoral afin de garantir des élections inclusives. La défenseure des droits humains et coordinatrice de *Muñecas de Arcoiris*, Jlo Córdoba, a dénoncé la discrimination fondée sur le genre lors du vote : «Ils ont crié mon nom légal à plusieurs reprises et se sont adressés à moi en utilisant des pronoms masculins». En outre, le collectif a signalé des commentaires haineux et des tentatives d'agression à au moins deux occasions contre plusieurs membres du groupe et a dénoncé le fait que certaines personnes n'ont pas pu voter, car elles n'étaient pas inscrites sur les listes électorales.

Des organisations comme *Muñecas de Arcoiris* travaillent depuis plusieurs mois sur une proposition



Manifestation hondurienne

de réforme législative du Registre national des personnes afin de reconnaître légalement le changement de nom des personnes transgenres. En outre, elles exigent du gouvernement une réponse claire à la violence et à la discrimination dont sont victimes les défenseur(e)s des droits humains LGBTI. «Nous voulons qu'ils nous voient différemment, et pas seulement comme un article dans le journal lorsqu'ils assassinent l'un(e) d'entre nous», a déclaré Grecia O'hara de l'organisation *Samos CDC*.

Un nouvel Honduras

L'élection du nouveau gouvernement donne également l'espoir aux populations rurales que la vente de leurs terres et l'expulsion d'innombrables communautés pour la création de zones économiques spéciales et de projets miniers ne seront plus autorisées. L'organisation *Consejo Cívico de Organizaciones Populares e Indígenas de Honduras* (COPINH) demande à l'exécutif du pays de se rapprocher des secteurs paysans et autochtones afin de créer un nouvel Honduras exempt d'injustice, d'inégalité et de violations des droits humains.

Article de PBI-Suisse

Reconduction du droit à octroyer des attestations fiscales

Pour tout don d'au moins 40 euros, PBI-Belgium a reçu la reconduction de son droit à octroyer des attestations fiscales pour les années futures. Aussi n'hésitez pas à effectuer un ordre permanent au profit du compte de notre organisation BE07 0011 0164 5366. Merci d'avance.



Colombie

"Nous, avocats, sommes continuellement ciblés par les forces militaires"

Le lundi 24 janvier, le journal *La Libre Belgique* célébrait la journée internationale de l'avocat en danger en consacrant un article au témoignage de l'avocate colombienne Zoraida Hernandez, qui réside en Belgique depuis 2019, après avoir dû fuir son pays. Nous reproduisons l'article ci-dessous. Avant de quitter la Colombie, Zoraida Hernandez travaillait pour le Comité, une organisation que PBI accompagne.

Zoraida Hernandez avait un travail, des amis et une vie de famille en Colombie. Mais depuis quelques années, il ne fait plus bon vivre pour les avocats, les magistrats et les défenseurs des droits humains dans ce pays d'Amérique latine. L'avocate n'a eu d'autre choix que de fuir son pays et vit, depuis 2019, en Belgique.

"Un pays qui se définit comme une démocratie ne doit pas pousser ses propres citoyens à l'exil. Je n'avais pourtant pas le choix. Soit je restais et je mourais, soit je quittais le pays", explique l'avocate.

Avant de détailler son histoire personnelle, Zoraida Hernandez souhaite évoquer ses confrères et confrères restés au pays, les menaces qui pèsent sur les avocats, les magistrats et les militants des droits humains. Intimidations, surveillance, menaces verbales ou physiques, assassinats. C'est le lot quotidien de toutes celles et ceux qui portent une toge sans être du côté des autorités.



Zoraida Hernandez

Doctrines militaires

"Je suis très préoccupée par la pression du gouvernement sur les travailleurs de la justice. Ma crainte, c'est que cela gangrène ce pouvoir qui devrait rester indépendant. Mais le mal a déjà commencé puisqu'un processus de politisation a été engagé par les instances gouvernementales pour faire en sorte que tous les postes importants au sein de la magistrature soient occupés par des personnes proches du pouvoir. Même si l'un ou l'autre magistrat résiste, le gouvernement ne respectera pas les décisions de justice qui ne lui plaisent pas", explique l'avocate.

Selon Fasol, une organisation qui documente les agressions contre le monde judiciaire, il y a eu près de 1340 faits de violence entre 1989 et 2019. Les personnes qui n'ont pas été tuées ont été forcées à l'exil.

Comme beaucoup de Colombiens, Zoraida Hernandez avait l'espoir que la signature des accords de paix de 2016 entre le gouvernement et la guérilla des Farc (Forces armées révolutionnaires de Colombie) soit synonyme de retour à une vie presque normale.

Sauf que le processus de paix n'a toujours pas abouti. *"Depuis 2016, près de 1 200 défenseurs des droits humains ont été assassinés. Rien qu'en 2021, 130 personnes ont été tuées", explique Zoraida. Et de pointer une des causes de ce contexte mortifère : la persistance d'une "doctrine militaire".*

"Nous, avocats, sommes continuellement stigmatisés, ciblés par les forces militaires qui considèrent que nous développons une "guerre juridique" dans le cadre du conflit armé. Cette doctrine est perceptible dans les discours politiques, mais nous le voyons aussi quand nous sommes freinés dans des dossiers qui ne plaisent pas aux autorités. Si les causes que nous défendons sont jugées contraires aux idées du gouvernement, nous devenons un problème. Ce qui fait de nous des cibles au quotidien. Nous sommes menacés partout en Colombie. Et ceux qui nous attaquent peuvent le faire en toute impunité."

Une cible à éliminer

Quelles sont ces causes qui déplaisent tant aux autorités et aux groupes paramilitaires ? Zoraida Hernandez en dénombre plusieurs, mais elle pointe particulièrement les cas de restitutions de terres volées.

C'est notamment pour ce type de dossiers qu'elle a été déclarée "objectif militaire", ce qui fait d'elle une cible à éliminer. *"C'est comme si j'avais été condamnée à une sorte de peine de mort pour mon travail".*

Et Zoraida Hernandez de se présenter. *"Je suis avocate notamment active depuis 1994 pour le Comité de solidarité avec les détenus politiques (CSPP), créé en 1973 avec l'appui du prix Nobel de littérature, Gabriel Garcia Marquez. J'ai conseillé juridiquement les victimes de graves violations des droits humains : torture, disparitions forcées, exécutions extrajudiciaires. Ces dernières années, je suis intervenue dans de nombreux dossiers de déplacement forcé et de restitution de terres volées à des paysans. La concentration de la propriété terrienne et la spoliation des communautés rurales ont en effet été un des aspects centraux du conflit colombien. Au cours des dernières années, j'ai également activement participé aux négociations de paix. Via mon organisation, nous conseillons juridiquement sur les questions ayant trait au droit international humanitaire, aux droits humains, à la participation sociale, à la situation carcérale et à d'autres thèmes importants pour la conclusion*



A m é r i q u e s

d'accords de paix entre le gouvernement et les guérillas des Farc et de l'ELN. Tous ces combats m'ont coûté cher. Mes communications sont surveillées et j'ai été menacée de mort. Même en ayant quitté le pays, la surveillance continue. Sur les réseaux sociaux, mes comptes ont été piratés puis bloqués. On veut museler ma parole, celle des défenseurs des droits humains".

Depuis la Belgique, elle reste en contact avec ses collègues et souhaite continuer à mobiliser la communauté internationale sur la situation en Colombie. Selon Zoraida Hernandez, la Colombie a besoin d'une réforme profonde au sein de son armée et de sa police. "Il faut en finir avec cette doctrine militaire qui fait de chaque personne qui ose contester une décision gouvernementale un ennemi de la Colombie. L'an dernier, des manifestations ont été organisées, mais elles ont été durement réprimées. Il y a eu plus de 1500 détentions arbitraires, 87 personnes ont été assassinées, de nombreux manifestants

ont été ciblés par des armes létales. On a atteint un nouveau paroxysme avec ces manifestations."

Le soutien de la Belgique

Selon l'avocate, la Belgique et l'Union européenne peuvent encore changer la donne, notamment en surveillant le processus électoral à l'approche de deux scrutins majeurs en Colombie : les élections législatives, en mars, et les élections présidentielles, prévues au mois de mai.

"Beaucoup de pays européens, dont la Belgique, ont soutenu les accords de paix de 2016. Il est fondamental de continuer à soutenir tous ces efforts, pour faire en sorte que cela aboutisse, que la paix ne soit pas juste inscrite sur un bout de papier, mais une réalité évitant que des avocats, des magistrats ou n'importe quelle personne défendant les droits de tous soit tuée."

Maryam Benayad

Colombie

Assassinat du défenseur Huber Velásquez à San José de Apartadó

Le vendredi 17 décembre 2021, le défenseur des droits humains Huber Velásquez a été assassiné dans la localité de La Balsa, Corregimiento de San José, en Colombie. La communauté s'est rassemblée pour une marche afin de réclamer justice et respect.

Peu avant sa mort, Huber Velásquez a inspecté la construction d'une route entre Apartadó et le village de San José, qui avait suscité de vives protestations de la part de la population locale. La construction a causé de nombreux dommages aux maisons et aux routes des environs. Cette situation a incité le défenseur des droits humains à déposer plusieurs plaintes publiques contre la municipalité.

Huber Velásquez est menacé depuis de nombreuses années en raison de son rôle de leader communautaire. Mais, à la suite des plaintes concernant la construction, il avait constaté une augmentation significative des menaces et avait même reçu des menaces de mort de paramilitaires à son domicile. La communauté de paix de San José observe depuis un certain temps une augmentation de la présence paramilitaire dans la région. Dans différents rapports, la communauté a attiré l'attention sur le recrutement forcé de mineurs, les menaces de mort, les assassinats ainsi que le contrôle territorial et social.

Les défenseur(e)s des droits humains en danger

Comme Huber Velásquez, son frère Iván s'était également engagé pour les droits de la communauté. Il a été assassiné le 2 janvier 2002. Cela s'est produit après qu'il a



Le défenseur Huber Velásquez assassiné en décembre 2021

refusé de participer au siège alimentaire que l'armée avait utilisé comme moyen de pression contre la communauté. Selon Indepaz, en 2021, plus de 160 leaders et défenseur(e)s des droits humains ont été assassiné(e)s, y compris Huber Velásquez. Depuis la signature de l'accord de paix en 2016, ce chiffre s'élève à 1280 au total.

Marche pour le respect de la vie

Dans ce contexte violent, les membres de la communauté ont décidé de faire preuve, une fois encore, du courage et de la dignité qui les ont toujours caractérisés, pour dénoncer fermement le meurtre de Huber Velásquez. Ainsi, le matin du 23 décembre, des dizaines de personnes se sont rassemblées devant la communauté pour une marche en faveur du respect de la vie et de la défense du territoire. L'action visait également à s'opposer activement à celles et ceux qui tentent de forcer leur silence.

Malgré la douleur, les porte-paroles ont également exprimé des mots d'espoir : rien n'est plus important que de «poursuivre le chemin de la défense de la vie, de lutter contre la dissimulation de la vérité et pour la mémoire des personnes qui ont eu le courage de défendre les principes de justice et de solidarité».

Article de PBI-Suisse



Guatemala

Regards croisés sur une mission au Guatemala à 34 ans d'écart Discussion avec une ancienne volontaire et une actuelle

Anuja Pathak est arrivée au Guatemala en mars 2021 pour commencer une mission auprès de PBI malgré la pandémie de coronavirus. Marlyse Gehret a été l'une des premières volontaires suisses à partir sur le terrain. C'était au Guatemala en 1987-88, en pleine guerre civile. Dans le cadre des 40 ans de PBI, elles se sont rencontrées, virtuellement, afin d'échanger et de comparer leurs expériences respectives. Avec quelques mois de retard, en ce début d'année 2022, nous vous livrons ci-dessous quelques extraits de leur échange.

Quid de la sécurité sur le terrain ?



Anuja Pathak

Anuja : En raison du contexte actuel de pandémie, les occasions d'aller sur le terrain sont encore très limitées. Il y a beaucoup de cas ici au Guatemala, d'ailleurs un défenseur que PBI accompagne est décédé du Covid-19 il y a une semaine. De plus, les mesures pour contrer la pandémie manquent de cohérence. Actuellement les masques sont obligatoires partout, mais uniquement dans la capitale. Le virus semble ne pas exister au-delà.

La situation s'est aussi détériorée du fait de l'entrée en vigueur d'une nouvelle loi polémique (« Ley de ONG »), laquelle impose des restrictions, des contrôles et des sanctions aux organisations et pourrait avoir de graves répercussions, comme de radier une ONG si le gouvernement estime qu'elle viole l'ordre public.

Marlyse : Je me souviens qu'il y avait un camion de réparation qui restait toujours devant la maison. Nos lignes de téléphone étaient sur écoute. Il fallait sans arrêt être sur ses gardes ; si on engageait la discussion avec nous dans le bus, on disait qu'on était des touristes. On ne faisait confiance à personne et on sentait une surveillance omniprésente et constante.

Anuja : PBI réalise des accompagnements auprès des avocats du *Bufete Jurídico de Derechos Humanos* dans le cadre de l'affaire du « *Diario Militar* » (NB : qui juge d'anciens militaires pour des crimes contre l'humanité, assassinats et disparitions forcées). Ce procès revêt une grande importance dans tout le pays. Depuis que nous avons commencé ces accompagnements, je ressens qu'il y a plus de surveillance qu'auparavant.

Quel type d'accompagnements ?

Marlyse : La grande particularité à l'époque, c'est que nous étions 8-10 volontaires « long terme » (pour 12 mois) mais il y avait aussi des volontaires « court terme ». Ces personnes venaient pour des périodes de 15 à 28 jours, ce qui impliquait beaucoup de rotations. Étant également moins préparées, certaines étaient très éfrayées, et deux ont même dû rentrer chez elles. Mais il

y avait néanmoins un gros avantage avec ce système : ces nombreux volontaires faisaient un solide travail de lobbying à leur retour.

Anuja : Depuis que je suis arrivée, nous ne faisons que peu d'accompagnements physiques à cause du Covid-19 et réalisons beaucoup d'accompagnements par téléphone. La plupart des urgences proviennent des communautés rurales mais nous ne pouvons pas y accéder physiquement. Cela doit donc se régler depuis le bureau. Par contre, nous assistons à beaucoup d'audiences de personnes défenseuses criminalisées. Nous facilitons aussi de nombreux ateliers de formation en format virtuel. Le dernier portait sur la sécurité digitale et a été suivi par une cinquantaine de personnes défenseuses.



Marlyse Gehret

Marlyse : Il y a une grande différence avec la technologie et l'accès à l'information. A l'époque, nous n'avions pas de téléphones portables. Un jour, on se trouvait dans une communauté paysanne isolée dans le département de Quiché lorsqu'il y a eu une tentative de coup d'État dans la capitale. Nous avons appris la nouvelle par la communauté !

Quelques aspects positifs et négatifs ?

Marlyse : Le sens ! J'étais encore jeune mais ce que je faisais avait énormément de sens, c'était une activité vitale. Quant au plus difficile, c'était d'une part la vie en communauté à 4 dans une chambre et, d'autre part, d'appliquer la prise de décision par consensus, qui s'avère un long processus. Mais cela fait partie de PBI. J'ai beaucoup appris avec cette manière de prendre des décisions même si parfois c'était effectivement très long et compliqué.

Anuja : Pour moi, le plus difficile, c'est l'intensité : le fait qu'il n'y ait jamais de repos, que chaque semaine soit différente, de ne pas avoir de routine possible – comme avoir des activités régulières à l'extérieur par exemple – et de devoir constamment faire face à l'imprévu. Les points forts, ce sont sans hésitation les accompagnements, les opportunités de voyager dans le pays, ainsi que de vivre des expériences surprenantes et uniques.

Article de PBI-Suisse

